

« Ça finira bien par péter »

Contre le pacte de responsabilité, les syndicats CGT, FO, Sud et FSU appellent à la grève et à la manifestation aujourd'hui à Saint-Quentin.



Les représentants de la CGT, FO, FSU et Sud appellent les salariés, les étudiants, les chômeurs et les retraités à manifester ce mardi à Saint-Quentin.

L'ESSENTIEL

LE PACTE DE RESPONSABILITÉ

Il prévoit dix milliards d'euros d'allègement de charges pour les entreprises, en plus des 20 milliards concédés par le crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi (CICE) instauré l'an dernier.

VOTE AU PARLEMENT

Il a été signé le 5 mars par le gouvernement, le patronat et plusieurs syndicats de salariés. Après finalisation, il sera soumis à un vote de confiance du parlement vers la fin du mois d'avril.

APPEL À LA GRÈVE

La CGT, FO, la FSU et Sud-Solidaires ont refusé de signer ce pacte. Ils appellent à la grève et à la manifestation aujourd'hui dans toute la France.

CFE-CGC l'ont ratifié. Ils prétendent l'avoir assorti de plusieurs contraintes pour le patronat. Un « observatoire tripartite » doit en effet veiller à la bonne utilisation du cadeau fiscal fait aux entreprises.

Le pacte de responsabilité, c'est dix milliards d'euros de baisses de charges supplémentaires, qui viennent s'ajouter aux 20 milliards du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), mis en place il y a un an. « Où est le mot *Emploi* dans ce dispositif ?, interroge à ce sujet Erwan Briaye, secrétaire général de la CGT dans l'Aisne. Depuis un an, je ne vois pas où ils sont... Je ne vois qu'une logique tournée vers le profit des actionnaires, des banques. »

Dès 2015, le pacte de responsabilité exonèrera les patrons du financement de la branche famille de la sécurité sociale. « On n'est pas

dupes, cette promesse avait été faite au patronat au moment des négociations sur la réforme des retraites », relèvent les délégués syndicaux réfractaires.

« Aucune proposition dans ce pacte ne va dans le sens des salariés », dénonce Jean-Louis Pion, secrétaire général FO dans l'Aisne. Les gens vont bientôt voir arriver leur feuille d'impôt et ils vont avoir des surprises : depuis que l'ANI (accord national interprofessionnel) nous a été imposé l'an dernier, beaucoup vont sauter d'une tranche parce que, désormais, ils payent des impôts sur la part patronale des cotisations à leur mutuelle. »

Pour eux, le pacte de responsabilité, c'est donc un coup de poignard supplémentaire pour le salarié. « Un chèque en blanc, et un gros chèque même, plusieurs di-

zaines de milliards de cadeaux », soutient Erwan Briaye, fâché de n'avoir pu imposer de contreparties aux entreprises.

On ne connaît pas les détails du projet que dans quelques semaines, puisqu'il sera soumis à un vote de confiance de l'assemblée vers la fin du mois d'avril. D'ici là, les syndicats agitent donc les mouchoirs. Déjà, les députés Europe écologie les Verts ont annoncé qu'ils ne le voteraient pas.

La gauche de la gauche peine également à se montrer patiente et à accorder sa confiance à un patronat qui, à l'image de son chef de file Pierre Gattaz, laisse parfois échapper quelques signes de défiance envers toute idée de contrepartie.

Ce mardi, à cinq jours du premier tour des élections municipales, les militants syndicaux comprennent un coup de pression aux futurs élus. Ils entendent aussi gagner le cœur des salariés, dont la prise de conscience est trop lente leurs yeux. « Le 18 mars n'est pas un aboutissement, un processus de mobilisation, c'est long », dit Erwan

■ Ils sont de moins en moins écoutez, difficilement suivis, leur pouvoir semble se réduire de jour en jour, et pourtant les Français comptent plus que jamais sur eux pour préserver le peu d'avantages